

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2007 — 4837

[2007/203579]

22 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi et d'autres décrets ayant un objet analogue (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par les décrets des 25 avril 2002, 13 mars 2003, 18 décembre 2003, 11 mars 2004 et 25 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 1^{er}. Les membres assermentés du personnel de niveau 1 de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne désignés par le Gouvernement sont chargés de surveiller, de rechercher et de constater les infractions aux législations et réglementations relatives à la politique de l'emploi qui disposent que la surveillance et le contrôle sont exercés conformément aux dispositions du présent décret."

Art. 2. L'article 2 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1. le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"1^o "inspecteurs sociaux" : les membres du personnel visés à l'article 1^{er};"

2. l'article est complété comme suit :

"9^o "supports d'information" : tous les supports d'information sous quelque forme que ce soit, comme des livres, registres, documents, supports numériques ou digitaux, disques, bandes et y compris ceux accessibles par système informatique ou par tout autre appareil électronique. »

Art. 3. A l'article 3 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

"1^o pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les lieux de travail ou autres lieux dans lesquels ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer que travaillent des personnes soumises aux dispositions de la législation dont ils exercent la surveillance et le contrôle; toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge du tribunal de police;"

2. au 2^o, a., les mots "des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail" sont remplacés par les mots "des comités pour la prévention et la protection au travail";

3. le 2^o, c., est remplacé par la disposition suivante :

"c. rechercher et examiner tous les supports d'information qui se trouvent dans les lieux de travail ou d'autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et qui contiennent soit des données sociales, visées à l'article 2, 5^o, soit n'importe quelles autres données, dont l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par la loi, même lorsque les inspecteurs sociaux ne sont pas chargés de la surveillance de cette législation;"

4. le 2^o, d., est remplacé par la disposition suivante :

"d. se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous les supports d'information qui contiennent n'importe quelles autres données, lorsqu'ils le jugent nécessaire à l'accomplissement de leur mission, et procéder à leur examen;"

5. l'article est complété par les alinéas suivants :

"Lorsque l'employeur, ses préposés ou mandataires sont absents au moment du contrôle, les inspecteurs sociaux prennent les mesures nécessaires pour les contacter.

Lorsque l'employeur, ses préposés ou mandataires ne sont pas joignables, les inspecteurs sociaux peuvent procéder à la recherche et à l'examen visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, c.

Lorsque l'employeur, ses préposés ou mandataires s'opposent à la recherche ou à l'examen visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, c., un procès-verbal est établi pour obstacle à la surveillance.

Aux fins de procéder à la recherche et à l'examen visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, c., les inspecteurs sociaux peuvent également rechercher et examiner les supports d'information qui sont accessibles à partir des lieux de travail par système informatique ou par tout autre appareil électronique. »

Art. 4. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 3bis. Les inspecteurs sociaux peuvent prendre des copies, sous n'importe quelle forme, des supports d'information visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, c. et d., ou de l'information qu'ils contiennent, ou se les faire fournir sans frais par l'employeur, ses préposés ou mandataires.

Lorsqu'il s'agit de supports d'information visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, c., qui sont accessibles par un système informatique, les inspecteurs sociaux peuvent, au moyen du système informatique ou par tout autre appareil électronique et avec l'assistance soit de l'employeur, de ses préposés ou mandataires, soit de n'importe quelle autre personne qualifiée qui dispose de la connaissance nécessaire ou utile sur le fonctionnement du système informatique, effectuer des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées."

Art. 5. Un article 3ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 3ter. Les inspecteurs sociaux peuvent saisir ou mettre sous scellés les supports d'information visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, c., que l'employeur, ses préposés ou mandataires soient ou non propriétaires de ces supports d'information.

Ils disposent de ces compétences lorsque cela est nécessaire à la recherche, à l'examen ou à l'établissement de la preuve d'infractions ou lorsque le danger existe que les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises.

Lorsque la saisie est matériellement impossible, ces données, tout comme les données qui sont nécessaires pour pouvoir les comprendre, sont copiées sur des supports appartenant à l'autorité. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage des supports qui sont à la disposition des personnes autorisées à utiliser le système informatique."

Art. 6. Un article 3quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. 3quater. En cas d'application de l'article 3, alinéas 3 et 4, les inspecteurs sociaux informent par écrit l'employeur de l'existence de la recherche et de l'examen ainsi que des supports d'information qui ont été copiés. Cet écrit contient les données prévues à l'article 3 quinquies, alinéa 2."

Art. 7. Un article *3quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. *3quinquies*. Les saisies pratiquées en exécution de l'article *3ter* font l'objet d'un constat écrit remis contre récépissé.

Cet écrit doit au moins mentionner :

- 1° la date et l'heure auxquelles les mesures sont prises;
- 2° l'identité des inspecteurs sociaux, la qualité en laquelle ils interviennent et l'administration dont ils relèvent;
- 3° les mesures prises;
- 4° la reproduction du texte de l'article 14;
- 5° les voies de recours contre les mesures et l'arrondissement judiciaire compétent;
- 6° l'autorité qui doit être citée en cas de recours. »

Art. 8. Un article *3sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

"Art. *3sexies*. Toute personne qui estime que ses droits sont lésés par les saisies pratiquées en exécution de l'article *3ter* ou par les mesures prises en exécution de l'article 3, alinéas 3 et 4, peut former un recours auprès du président du tribunal du travail.

L'action est introduite et instruite selon les formes du référé."

Art. 9. A l'article 4 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"Les inspecteurs sociaux peuvent communiquer les renseignements recueillis lors de leurs enquêtes à d'autres fonctionnaires ou services dans la mesure où ces renseignements peuvent les intéresser dans l'exercice des missions qui leur sont confiées."

Art. 10. L'article 5 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. Tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des Communautés, des Régions, des provinces, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques et les institutions coopérantes de sécurité sociale, sont tenus, vis-à-vis des inspecteurs sociaux et à leur demande, de leur fournir tous renseignements que ces derniers estiment utiles au contrôle du respect des législations dont ils sont chargés, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous supports d'information et de leur en fournir des copies.

Tous les services précités sont tenus de fournir ces renseignements et copies.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci."

Art. 11. A l'article 7 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 4, les mots "territoire national" sont remplacés par les mots "territoire de la région de langue française";
2. l'article est complété par les alinéas suivants :

"En exécution d'un accord visé à l'alinéa 5, l'administration à laquelle appartiennent les inspecteurs sociaux peut recourir à d'autres formes d'assistance réciproque et de collaboration.

Les dispositions des alinéas 1^{er} à 6 sont également applicables aux accords conclus en matière d'échange d'informations entre les autorités compétentes belges et les autorités compétentes des Etats non signataires de la Convention internationale n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée à Genève le 11 juillet 1947 par l'organisation internationale du travail au cours de sa trentième session et approuvée par la loi du 29 mars 1957."

Art. 12. A l'article 8 du même décret, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Pour l'application du délai visé à l'alinéa 3, l'avertissement donné au contrevenant ou la fixation d'un délai pour se mettre en ordre n'emporte pas la constatation de l'infraction."

Art. 13. A l'article 9 du même décret, les mots "communale et de la gendarmerie" sont remplacés par les mots "locale ou fédérale".

Art. 14. Un article *13bis* rédigé comme suit est inséré dans le même décret :

"Art. *13bis*. §1^{er}. Le fonctionnaire que le Gouvernement désigne à cette fin peut imposer une amende administrative :

1° à toute personne qui fait obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret;

2° à tout employeur, ainsi qu'à ses préposés ou mandataires, qui n'observent pas dans les délais fixés par les inspecteurs sociaux, l'ordre donné par ces derniers d'apposer les documents visés à l'article 3, 3°.

Les infractions sont consignées dans un rapport d'enquête, transmis par les inspecteurs sociaux au fonctionnaire désigné par le Gouvernement et au ministère public.

§ 2. L'amende administrative s'élève à un montant compris entre 250 et 2.000 euros.

§ 3. Les personnes passibles d'amendes administratives, en application du présent article, sont désignées par les termes "le contrevenant".

Même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire, l'amende administrative n'est applicable qu'au contrevenant, sauf si celui-ci peut démontrer qu'il n'a commis aucune faute, parce qu'il a pris toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

§ 4. Les infractions visées au paragraphe 1^{er} font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative.

Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1^{er} sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

Le Ministère public dispose d'un délai de deux mois, à compter du jour de la réception du rapport d'enquête visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, pour notifier au fonctionnaire désigné par le Gouvernement sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 5. Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du fonctionnaire fixe le montant de l'amende administrative. Cette décision est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise cinq ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article. Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense visée à l'alinéa 1^{er} interrompt le cours de la prescription.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

§ 6. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal du travail dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa 1^{er} est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 7. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement ou la décision du tribunal du travail passée en force de chose jugée est transmise à la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 8. Si une nouvelle infraction est constatée dans les deux ans à compter de la date du rapport d'enquête visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le montant visé au paragraphe 2 du présent article est doublé.

§ 9. Le Gouvernement détermine les modalités de perception de l'amende."

Art. 15. A l'article 14 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots "de 26 à 500 francs" sont remplacés par les mots "de 1 à 12 euros" et les mots "l'article 4, 3^o" sont remplacés par les mots "l'article 3, 3^o";

2. à l'alinéa 2, les mots "de 1 000 à 5 000 francs" sont remplacés par les mots "de 25 à 124 euros";

3. l'article est complété par l'alinéa suivant :

"Les sanctions visées à l'alinéa 2 ne sont pas d'application aux infractions à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, d."

Art. 16. L'article 34 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 34. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 17. L'article 13 du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. Le Gouvernement désigne les services chargés de l'instruction des demandes.

La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 18. L'article 13 du décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 19. L'article 10 du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 20. Aux articles 10 et 11 du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales, sont apportées les modifications suivantes :

1. l'article 10 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. L'évaluation du présent décret et de ses arrêtés d'exécution est exercée par les services que le Gouvernement désigne.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit s'effectuer en fonction notamment :

1^o des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés dans le plan d'actions annuel;

2^o des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3^o des indices de satisfaction des bénéficiaires et des employeurs concernés.";

2. l'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 21. L'article 31 du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 31. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 22. L'article 13 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 13. La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution en ce qu'elles sont applicables en vertu de l'article 8 sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 23. L'article 18, alinéa 1^{er}, du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé "I.D.E.S.S.", est remplacé par la disposition suivante :

"La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi."

Art. 24. L'article 23 entrera en vigueur à la même date que le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé "I.D.E.S.S."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 658 (2007-2008). N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 21 novembre 2007.

Discussion - Votes.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4837

[2007/203579]

22 NOVEMBER 2007. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid en van andere decreten met een gelijksoortig doel (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, gewijzigd bij de decreten van 25 april 2002, 13 maart 2003, 18 december 2003, 11 maart 2004 en 25 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

"Art. 1. De door de Regering aangewezen beëdigde personeelsleden van niveau 1 van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Économie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest worden belast met het toezicht op alsook de opsporing en de vaststelling van overtredingen van de wet- en regelgevingen betreffende het tewerkstellingsbeleid waarin bepaald wordt dat toezicht en controle overeenkomstig de bepalingen van dit decreet uitgeoefend worden."

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 1^o wordt vervangen als volgt :

"1^o "sociale inspecteurs" : de personeelsleden bedoeld in artikel 1;"

2. hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

"9^o "informatiedragers" : alle informatiedragers, ongeacht de vorm ervan, zoals boeken, registers, documenten, numerieke of digitale dragers, diskettes, banden, ook die welke toegankelijk zijn via een informaticasysteem of elke andere elektronische apparatuur."

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 1^o wordt vervangen als volgt :

"1^o dag en nacht ieder ogenblik zonder verwittiging alle werkplaatsen en andere plaatsen betreden wanneer ze redelijkerwijs vermoeden dat daar personen werken die onderworpen zijn aan de bepalingen van de wetgeving op de naleving waarvan ze toezicht en controle uitoefenen; bewoonde lokalen mogen ze evenwel alleen met de voorafgaande machtiging van de rechter van de politierechtbank betreden;"

2. in 2^o, a., worden de woorden "van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen" vervangen door de woorden "van de comités voor preventie en arbeidsbescherming";

3. 2^o, c, wordt vervangen als volgt :

"c. op de werkplaatsen en andere plaatsen die aan hun controle onderworpen zijn, alle informatiedragers opsporen en onderzoeken die sociale gegevens bedoeld in artikel 2, 5^o, bevatten of om het even welke andere gegevens waarvan de vastlegging, de bijwerking of de bewaring bij de wet voorgeschreven zijn, ook als de sociale inspecteurs niet belast zijn met het toezicht op de naleving van die wetgeving;"

4. punt 2°, d, wordt vervangen als volgt :

"d. zich ter plaatse alle informatiedragers die om het even welke andere gegevens bevatten laten overleggen om er inzage van te nemen, als ze dat nodig achten voor de vervulling van hun opdracht, en er onderzoek naar doen;"

5. hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

"Als de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden niet aanwezig zijn bij de controle, nemen de sociale inspecteurs de nodige maatregelen om contact met hen op te nemen.

Als de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden niet bereikbaar zijn, kunnen de sociale inspecteurs overgaan tot de opsporing en het onderzoek bedoeld in het eerste lid, 2°, c.

Als de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden zich verzetten tegen de opsporing of het onderzoek bedoeld in het eerste lid, 2°, c., wordt proces-verbaal opgemaakt wegens verhindering van het toezicht.

Voor de uitvoering van de opsporing of het onderzoek bedoeld in het eerste lid, 2°, c., kunnen de sociale inspecteurs ook de informatiedragers opsporen en onderzoeken die vanaf de werkplaatsen toegankelijk zijn via een informaticasysteem of elke andere elektronische apparatuur."

Art. 4. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *3bis*, luidend als volgt :

"Art. *3bis*. De sociale inspecteurs kunnen in welke vorm ook afschriften nemen van de informatiedragers bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, c. en d., of van de informatie die ze bevatten, of ze zich kosteloos laten bezorgen door de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden.

Als het gaat om informatiedragers bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, c., die via een informaticasysteem toegankelijk zijn, kunnen de sociale inspecteurs in de vorm die ze wensen afschriften maken van het geheel of van een deel van voornoemde gegevens via een informaticasysteem of elke andere elektronische apparatuur en met behulp van hetzij de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden, hetzij om het even welke andere gekwalificeerde persoon die beschikt over de nodige of nuttige kennis m.b.t. de werking van het informaticasysteem."

Art. 5. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *3ter*, luidend als volgt :

"Art. *3ter*. De informatiedragers bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, c., kunnen door de sociale inspecteurs in beslag genomen of verzegeld worden, ongeacht of ze al dan niet eigendom zijn van de werkgever, zijn aangestelden of gemachtigden.

De sociale inspecteurs beschikken over die bevoegdheden indien nodig voor de opsporing, het onderzoek of de vaststelling van het bewijs van overtredingen of als het gevaar bestaat dat de overtredingen aanhouden of dat nieuwe overtredingen worden begaan.

Als de inbeslagneming materieel onuitvoerbaar is, worden deze gegevens, alsook de gegevens die nodig zijn om ze te kunnen begrijpen, gekopieerd op dragers die de overheid toebehoren. In dringende gevallen of om technische redenen kan gebruik gemaakt worden van de dragers die ter beschikking staan van de personen die machtiging hebben om het informaticasysteem te gebruiken."

Art. 6. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *3quater*, luidend als volgt :

"Art. *3quater*. Bij toepassing van artikel 3, derde en vierde lid, geven de sociale inspecteurs de werkgever schriftelijk kennis van het bestaan van de opsporing en van het onderzoek, alsook van de gekopieerde informatiedragers. Dat schrijven bevat de gegevens bedoeld in artikel *3quinquies*, tweede lid."

Art. 7. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *3quinquies*, luidend als volgt :

"Art. *3quinquies*. De inbeslagnemingen uitgevoerd overeenkomstig artikel *3ter* zijn het voorwerp van een schriftelijk verslag dat tegen ontvangbewijs wordt overhandigd.

Dat schrijven bevat op zijn minst :

1° de datum en het uur waarop de maatregelen genomen worden;

2° de identiteit van de sociale inspecteurs, de hoedanigheid waarin ze optreden en de administratie waaronder ze ressorteren;

3° de genomen maatregelen;

4° de weergave van de tekst van artikel 14;

5° de rechtsmiddelen tegen de maatregelen en het bevoegde gerechtelijk arrondissement;

6° de overheid die gedaagd moet worden in geval van beroep."

Art. 8. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *3sexies*, luidend als volgt :

"Art. *3sexies*. Elke persoon die zijn rechten geschaad acht door de inbeslagnemingen verricht ter uitvoering van artikel *3ter* of door de maatregelen genomen ter uitvoering van artikel 3, derde en vierde lid, kan een beroep instellen bij de voorzitter van de arbeidsrechtbank.

Het beroep wordt ingesteld en behandeld naar de vormen van het kort geding."

Art. 9. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De sociale inspecteurs kunnen de gegevens die ze tijdens hun onderzoeken verzamelen aan andere ambtenaren of diensten meedelen die deze gegevens nuttig achten voor de uitoefening van de opdrachten die hen toegewezen worden."

Art. 10. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. Alle Rijksdiensten, met inbegrip van de parketten en griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, en diensten van de Gemeenschappen, Gewesten, provincies, gemeenten, verenigingen waarvan ze deel uitmaken, openbare instellingen die ervan afhangen, alsook van alle openbare instellingen en medewerkende instellingen voor sociale zekerheid, moeten de sociale inspecteurs op hun verzoek alle gegevens verstrekken die ze nuttig achten voor de controle op de naleving van de wetgevingen waarmee ze belast worden, alsook hen alle informatiedragers ter inzage overleggen en afschriften daarvan bezorgen.

Alle voornoemde diensten moeten deze gegevens en afschriften gratis verstrekken.

De akten, stukken, registers, documenten of gegevens ingezameld bij de uitvoering van plichten opgelegd door de gerechtelijke overheid mogen evenwel alleen met haar toestemming overgemaakt worden."

Art. 11. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het vierde lid worden de woorden "nationale grondgebied" vervangen door de woorden "grondgebied van het Franse taalgebied";

2. hetzelfde artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

"Ter uitvoering van een overeenkomst bedoeld in het vijfde lid kan de administratie waaronder de sociale inspecteurs ressorteren gebruik maken van andere vormen van wederzijdse bijstand en samenwerking.

De bepalingen van de leden 1 tot 6 zijn ook toepasselijk op de overeenkomsten inzake informatieuitwisseling gesloten tussen de bevoegde Belgische overheden en de bevoegde overheden van Staten die geen ondertekenaar zijn van het Internationaal Verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, aangenomen te Genève op 11 juli 1947 door de internationale arbeidsorganisatie tijdens haar dertigste zitting en goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957."

Art. 12. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt het vierde lid vervangen als volgt :

"Voor de toepassing van de termijn bedoeld in het derde lid wordt de aan de overtreder gerichte aanmaning of de vastlegging van een termijn om orde op zaken te stellen niet gelijkgesteld met de vaststelling van de overtreding."

Art. 13. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "de gemeentepolitie en de rijkswacht" vervangen door de woorden "de lokale of federale politie".

Art. 14. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 13bis, luidend als volgt :

"Art. 13bis. § 1. De door de Regering aangewezen ambtenaar kan een administratieve boete opleggen :

1° aan elke persoon die het krachtens dit decreet georganiseerde toezicht belet;

2° aan elke werkgever, aan diens aangestelden of gemachtigden die niet binnen de door de sociale inspecteurs bepaalde termijnen voldoen aan het door hen gegeven bevel tot aanplakking van de documenten bedoeld in artikel 3, 3°.

De overtredingen worden opgenomen in een onderzoeksrapport dat door de sociale inspecteurs overgemaakt wordt aan de door de Regering aangewezen ambtenaar en aan de openbare aanklager.

§ 2. De administratieve boete bedraagt 250 tot 2.000 euro per overtreding.

§ 3. De personen die overeenkomstig dit artikel strafbaar zijn met administratieve boetes worden aangewezen met de woorden "de overtreder".

Zelfs als de overtreder door een aangestelde of een gemachtigde werd begaan, is de administratieve boete alleen op de overtreder toepasselijk, behalve als hij kan bewijzen dat hij geen fout heeft begaan omdat hij alle toegestane maatregelen heeft genomen om te voorkomen dat het materiële element van de overtreding bewaarheid zou worden.

§ 4. De overtredingen bedoeld in paragraaf 1 zijn het voorwerp van hetzij strafrechtelijke vervolgingen, hetzij een administratieve boete.

De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in paragraaf 1 worden vervolgd d.m.v. een administratieve boete, tenzij de openbare aanklager, rekening houdend met de ernst van de overtreding, oordeelt dat er reden is tot strafrechtelijke vervolgingen. De strafrechtelijke vervolgingen sluiten de toepassing van een administratieve boete uit, zelfs als ze door een vrijspraak worden afgesloten.

De openbare aanklager beschikt over een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum van ontvangst van het onderzoeksrapport bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, om de door de Regering aangewezen ambtenaar kennis te geven van zijn beslissing met betrekking tot het al dan niet instellen van strafrechtelijke vervolgingen.

§ 5. Als de openbare aanklager afziet van vervolgingen of nalaat zijn beslissing binnen de voorgeschreven termijn te betekenen, beslist de door de Regering aangewezen ambtenaar, nadat hij de overtreder de mogelijkheid heeft gegeven zijn verweermiddelen te laten gelden, of vanwege de overtreding een administratieve boete opgelegd moet worden.

De beslissing van de ambtenaar bepaalt het bedrag van de administratieve boete. Deze beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven naar de overtreder gestuurd, samen met een verzoek tot betaling van de boete binnen de termijn voorgeschreven door de Regering.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve sanctie wordt opgelegd, mag niet meer worden genomen vijf jaar na het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de in dit artikel bedoelde overtreding. Het in het eerste lid bedoelde verzoek waarbij de overtreder verzocht wordt zijn verweermiddelen te laten gelden onderbreekt de verjaringstermijn.

De kennisgeving van de beslissing tot vastlegging van het bedrag van de administratieve boete doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete doet de vordering van de administratie vervallen.

§ 6. De overtreder die de beslissing van de door de Regering aangewezen ambtenaar betwist dient d.m.v. een verzoekschrift een beroep bij de Arbeidsrechtbank in binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van de kennisgeving van de beslissing, op straffe van verval. Dat beroep schort de uitvoering van de beslissing op.

De bepaling van het eerste lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd.

§ 7. Als de overtreder verzuimt de boete te betalen, wordt de beslissing van de door de Regering aangewezen ambtenaar of de beslissing van de Arbeidsrechtbank die in kracht van gewijsde is gegaan meegedeeld aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve boete.

§ 8. Als binnen twee jaar, te rekenen van de datum van het onderzoeksrapport bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, wordt het bedrag bedoeld in paragraaf 2 van dit artikel verdubbeld.

§ 9. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de boete."

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden "van 26 tot 500 frank" vervangen door de woorden "van 1 tot 12 euro" en worden de woorden "artikel 4, 3°" vervangen door de woorden "artikel 3, 3°";

2. in het tweede lid worden de woorden "van 1 000 tot 5 000 frank" vervangen door de woorden "van 25 tot 124 euro";

3. hetzelfde artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

"De straffen bedoeld in het tweede lid zijn niet van toepassing op overtredingen van artikel 3, eerste lid, 2°, d."

Art. 16. Artikel 34 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de nietcommerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector wordt vervangen als volgt :

"Art. 34. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 17. Artikel 13 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. De Regering wijst de diensten aan die de aanvragen zullen behandelen.

Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid. »

Art. 18. Artikel 13 van het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 19. Artikel 10 van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 20. In de artikelen 10 en 11 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke opdrachten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. artikel 10 wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. De naleving van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt beoordeeld door de diensten die de Regering aanwijst.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de beoordeling. Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met, o.a., :

1° de kwantitatieve en kwalitatieve doelstellingen die in het jaarlijkse actieplan vastliggen;

2° de factoren i.v.m. de socio-economische omgeving en de processen uitgewerkt om daarop in te spelen;

3° de tekens van voldoening van betrokken begunstigden en werkgevers.;"

2. artikel 11 wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 21. Artikel 31 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt vervangen als volgt :

"Art. 31. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 22. Artikel 13 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 23. Artikel 18, eerste lid, van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort "I.D.E.S.S.", wordt vervangen als volgt :

Het toezicht en de controle op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid."

Art. 24. Artikel 23 treedt in werking op dezelfde datum als het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", afgekort "I.D.E.S.S."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 658 (2007-2008). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 november 2007.

Bespreking - Stemmingen.